

AVIS DE DEMANDE DE COTATION N° 14/DC/MINCOMMERCE/CIPM/2025 DU 07 MARS 2025  
RELATIF A L'AMENAGEMENT ET EQUIPEMENT DE LA SALLE DE L'OMC POUR LA 14<sup>ieme</sup>  
CONFERENCE INTERMINISTERIELLE.

1. **Objet de la Demande de Cotation**

Dans le cadre de l'organisation des travaux de la Conférence Ministérielle de l'OMC, le Ministre du Commerce lance, pour le compte du Gouvernement de la République du Cameroun une consultation pour une Demande de Cotation relative à l'aménagement et l'équipement de la salle de l'OMC pour la 14<sup>ème</sup> Conférence Interministérielle.

2. **Consistance des prestations**

Les prestations comprennent notamment :

No	Désignations	Unité
01	Écran interactif tactile	
	Media	1
	Digital conference	1
	IdealHub B2	1
	IdealHub white rolling stand II (65/75/86 inches)	1
	OPS, 15-10500, DDR4 8GB, 128GB SSD, Windows 11 IOT Enterprise	1
	Logiciel Microsoft	1
	Équipement internet et abonnement	1
	Onduleur	1
	Antivirus	1
02	Tablette	1
	Formation des utilisateurs	1
03	Aménagement	
	Pots de PEINTURE A HUILE PANTINOX BLANC 20KG SEIGNEURIE	5
	Diluants à peinture (DILUANT SYTHETIQUE SMALTO 20L)	2
	Teintures à peinture (TAQLAC EXTRA TEINTES POT/20KG)	5
	Kit de petits matériels de peinture (pinceau, rouleau, bac à peinture, ruban de masquage, couteaux à enduire et lames à lissage)	1

3. **Participation et origine**

La participation à la présente Demande de Cotation est ouverte à égalité de conditions, aux entreprises de droit camerounais ayant une expérience avérée dans la fourniture de ce type de prestation.

4. **Financement**

Les prestations, objet de la présente Demande de Cotation sont financées par le Budget d'Investissement Public (BIP) du MINCOMMERCE au titre de l'exercice 2025, sur la ligne d'Imputation Budgétaire n°59 21 015 04 330001 523111

5. **Mode de soumission**

Le mode de soumission retenu pour cette Demande de Cotation est exclusivement en ligne (COL.EPS).

**6. Consultation du Dossier de Demande de Cotation**

Le Dossier physique peut être consulté gratuitement aux heures ouvrables, au Ministère du Commerce, Service des Marchés Publics, 1<sup>er</sup> étage, porte 106, téléphone : 222 22 69 68, dès publication du présent avis.

Il peut également être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <https://www.marchespublics.cm> et <https://www.publiccontracts.cm> sur le site internet de l'ARMP ([www.armp.cm](http://www.armp.cm)).

**7. Acquisition du dossier de Demande de Cotation**

La version physique du Dossier peut être obtenue au Ministère du Commerce, Service des Marchés Publics, 1<sup>er</sup> étage, porte 106, téléphone : 222 22 69 68, dès publication du présent avis, contre versement d'une somme non remboursable de cinquante mille (50 000) francs CFA, payable au Trésor Public et représentant les frais d'achat du dossier.

Il est également possible d'obtenir la version électronique du dossier de Demande de Cotation (DC) par téléchargement gratuit sur les plateformes COLEPS ou PRIDESOFT disponibles aux adresses sus indiquées pour la version électronique. Toutefois, la soumission en ligne est conditionnée par le paiement des frais d'achat du dossier de Demande de Cotation DC.

**8. Coût prévisionnel**

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de trente millions (30 000 000) de Francs CFA TTC.

**9. Cautionnement de soumission**

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission timbré accompagné du récépissé de la caisse de Dépôt et de Consignation du Cameroun, acquitté à la main, délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics dont la liste figure dans la pièce 10 du DDC dont le montant s'élève à six cent mille (600 000) Francs CFA et valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres.

L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

**10. Remise des Cotations**

Chaque cotation est rédigée en français ou en anglais et la cotation devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard le 17 AVR 2025 à 14 heures. Une copie de sauvegarde de la cotation enregistrée sur clé USB ou CD/DVD devra être transmise sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde », en plus de la mention ci-dessus dans les délais impartis.

AVIS DE DEMANDE DE COTATION N° ~~DC~~ /DC/MINCOMMERCE/CIPM/2025 DU 17 MARS 2025 RELATIVE A  
L'AMENAGEMENT ET EQUIPEMENT DE LA SALLE DE L'OMC POUR LA 14ieme CONFERENCE  
INTERMINISTERIELLE.

\*\*\*\*\*  
(A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT)

**- Nb Taille et format des fichiers**

Les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour l'Offre Administrative ;
- 15 MO pour l'Offre Technique ;
- 5 MO pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;

- **JPEG** pour les images.  
Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

#### 11. Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fait en un temps et aura lieu le **17 AVR 2025** à 15 heures dans la salle de Conférence du Ministère du Commerce Commission Interne de Passation des Marchés placée auprès du MINCOMMERCE.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne de leur choix dûment mandatée.

**Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de la Cotation. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis de Cotation. En cas d'absence ou de non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis, après un délai de quarante-huit (48) heures accordé par la Commission, l'offre sera rejetée.**

L'ouverture de la séance de dépouillement doit se faire au plus tard une heure après celle limite de réception des cotations fixée dans le Dossier de Demande de Cotation.

#### 12. Recevabilité des Cotations

La Cotation présentée par le soumissionnaire comprendra les documents suivants dûment remplis et regroupés en un (01) seul document contenant trois (03) volumes :

Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

- Les copies portant les indications sur l'identité du soumissionnaire ;
- Les copies parvenues postérieurement aux dates et heures limites de dépôt ;
- Les copies non-conformes au mode de soumission ;
- Les copies sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres .

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions la DC sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces de la DC, entraînera le rejet pur et simple de la cotation sans aucun recours. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable. Conformément aux dispositions du point II.4 de la Lettre circulaire N°00019/LC/MINMAP du 05 juin 2024, relative aux modalités de constitution, de consignation, de conservation, de restitution et de déconsignation des cautionnements sur les marchés publics, ladite caution devra être accompagnée du récépissé de la caisse de Dépôt et de Consignation du Cameroun.

#### 13. Critères d'évaluations

##### 13.1-Critères éliminatoires

Les critères éliminatoires fixent les conditions minimales à remplir pour être admis à l'évaluation selon les critères essentiels. Ils ne doivent pas faire l'objet de notation. Le non-respect de ces critères entraîne le rejet de la cotation du soumissionnaire.

Il s'agit notamment :

1. de la non -production au-delà du délai de quarante-huit (48) heures d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente lors de l'ouverture des plis ;
2. de l'absence du cautionnement de soumission à l'ouverture des plis timbré accompagné du récépissé de la caisse de Dépôt et de Consignation du Cameroun;
3. des fausses déclarations, les manœuvres frauduleuses ou la falsification de pièces ;
4. du non-respect d'au moins 70% des critères essentiels ;
5. de l'absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon de l'exécution d'une prestation au cours des trois dernières années ;
6. non-respect du format de fichier des offres;
7. de la non-conformité d'une spécification technique majeure de la fourniture ;
8. de l'absence d'un prix unitaire quantifié dans la cotation ;

9. de l'absence d'un élément de l'offre financière (la soumission, les BPU, le DQF) ;
10. de la non-conformité du modèle de soumission ;
11. de l'absence de prospectus accompagné des fiches techniques
12. de l'absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
13. de l'absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée ;
14. de l'absence des offres du soumissionnaire sur la plateforme Coleps ;
15. de l'absence ou défaillance de la copie de sauvegarde en cas de dysfonctionnement de la plateforme COLÉPS

### 13.2-Critères essentiels

Les critères dits essentiels sont ceux primordiaux ou clés pour juger de la capacité technico-financière des candidats à exécuter les prestations, objet de l'appel d'offres. Ceux-ci doivent être déterminés en fonction de la nature et de la consistance des prestations à réaliser.

Il convient de préciser formellement les modalités de validation d'un critère à partir du nombre de sous-critères respectés.

Les critères essentiels à la qualification des soumissionnaires porteront sur :

- la présentation de l'offre ;
- les références du soumissionnaire ;
- le service après-vente (disponibilité des pièces de rechange, atelier de réparation, personnel technique), le cas échéant ;
- la capacité financière (l'accès à une ligne de crédit ou autres ressources financières, le chiffre d'affaires, attestation de solvabilité financière) ;
- la qualification et l'expérience du personnel ;
- les moyens logistiques ;
- la méthodologie ;
- Caractéristiques techniques des fournitures proposées ;
- Preuves d'acceptation des conditions du marché (cahier des clauses Administratives Particulières (CCAP) et le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) paraphé à chaque page, signé, daté et cacheté à la dernière page avec la mention « lu et approuvé ») ;
- le délai d'exécution.

### 14-Délai prévisionnel d'exécution

Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation des prestations objet de la présente Demande de Cotation est quatre-vingt-dix (90) jours calendaires. Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les prestations.

### 15- Allotissement

La présente Demande de Cotation s'exécute en un (01) lot unique.

### 16-Attribution

Le Maître d'Ouvrage attribuera la lettre commande au soumissionnaire ayant présenté une offre remplissant les critères de qualification technique et financière requises et dont l'offre est évaluée la moins-disante en incluant le cas échéant les remises proposées.

### 17-Durée de validité des Cotations

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant une période de quatre-vingt-dix (90) jours, à partir de la date limite fixée pour la remise des offres.

### 18-Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables à au Ministère du Commerce, Services des Marchés Publics, 1<sup>er</sup> étage, porte 106, Tél. 222.22.69.68 ou en ligne sur la plateforme COLÉPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> ou tout autres moyens de communication électronique indiqué par le Maître d'ouvrage.

**19-Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques**

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes, tentative de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargé des Marchés Publics (MINMAP) SMS ou appel aux numéros suivants : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48 , ou le MO au numéro 222.22.69.68

COPIES :

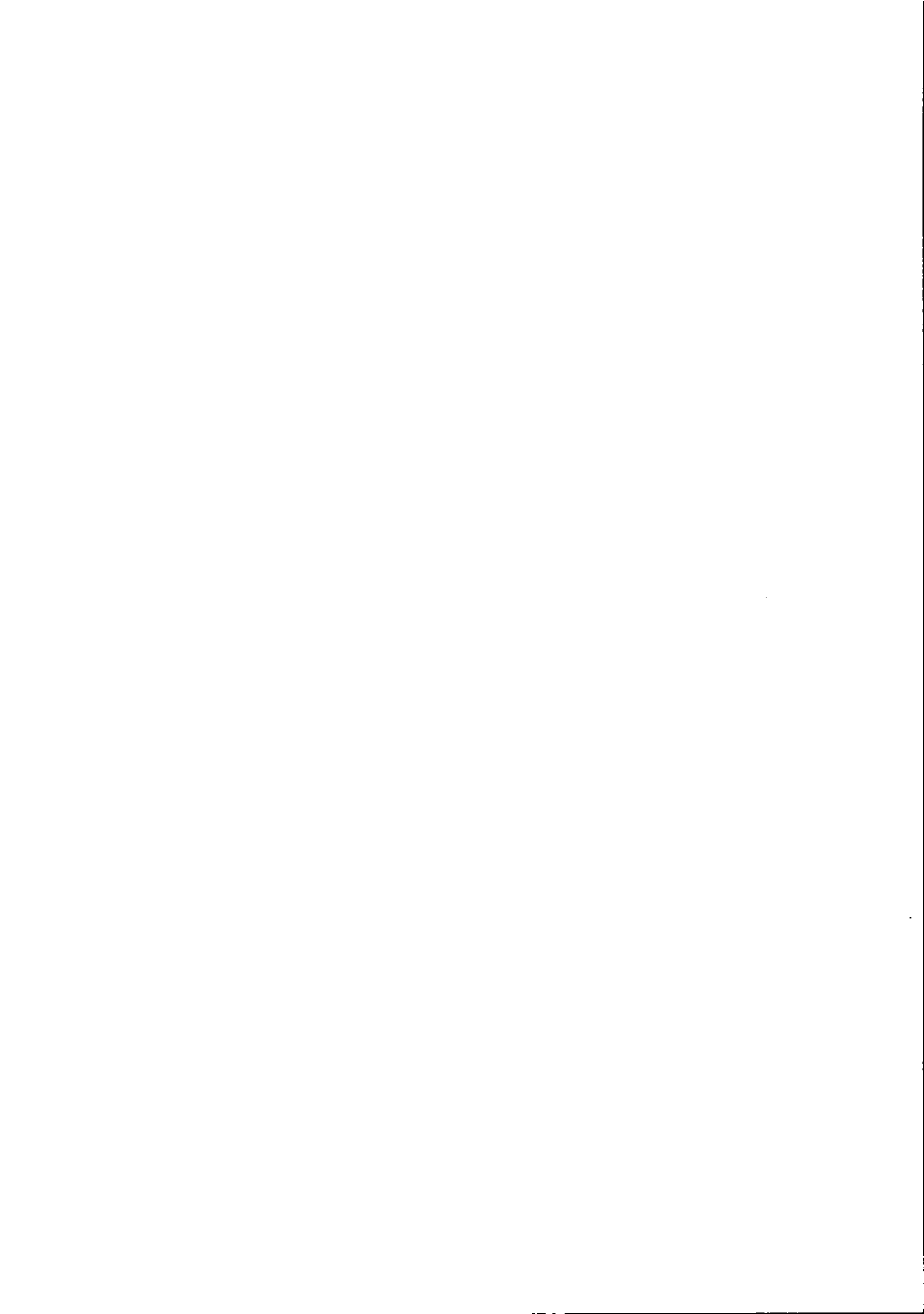
MINMAP  
ARMP  
MINCOMMERCE  
Président CPM  
AFFICHAGE  
CHRONO/ARCHIVES

Yaoundé, le 17 MARS 2025

LE MINISTRE DU COMMERCE



*[Handwritten signature]*



NOTICE OF CONSULTATION FOR REQUEST FOR QUOTATION No. 002  
/DC/MINCOMMERCE/CIPM/2025 OF 7 MARS 2025 FOR FITTING AND EQUIPPING THE WTO  
ROOM FOR THE 14<sup>th</sup> INTERMINISTERIAL CONFERENCE.

1. Purpose of the Request for Quotation

As part of organising the work of the WTO Ministerial Conference, the Minister of Trade hereby launches, on behalf of the Government of the Republic of Cameroon, a Notice of Consultation for a Request for Quotation for fitting and equipping the WTO room for the 14th Ministerial Conference.

2. Scope of services

The services shall include in particular:

No	Description	Qty
01	Ecran interactif tactile	
	Media	1
	Digital conference	1
	IdeallHub B2	1
	IdeallHub white rolling stand II (65/75/86 inches)	1
	OPS, 15-10500, DDR4 8GB, 128GB SSD, Windows 11 IOT Enterprise	1
	Logiciel Microsoft	1
	Equipement internet et abonnement	1
	Onduleur	1
	Antivirus	1
02	Tablette	1
	Formation des utilisateurs	1
03	Aménagement	
	Pots de PEINTURE A HUILE PANTINOX BLANC 20KG SEIGNEURIE	5
	Diluants à peinture (DILUANT SYTHETIQUE SMAI TO 20L)	2
	Teintures à peinture (TAQLAC EXTRA TEINTES POT/20KG)	5
	Kit de petits matériels de peinture (pinceau, rouleau, bac à peinture, ruban de masquage, couteaux à enduire et lames à lissage)	1

3. Participation and origin

Participation in this Request for Quotation shall be open on equal terms to all Cameroon-based enterprises incorporated under the Company Law with proven experience in providing this type of service

4. Funding

Funding shall be provided by the 2025 Public Investment Budget (PIB) of the Ministry of Trade, budget allocation: No. 59 21 015 04 330001 523111.

5. Tendering method

The tendering method selected for this Request for Quotation shall be exclusively online on the COLLEPS platform.

**6. Consultation of the Request for Quotation Documents**

Physical documents may be consulted free of charge during working hours, at the Ministry of Trade, Public Contract Service, 1<sup>st</sup> floor, room 106, telephone: 222 22 69 68, as soon as this Notice is published.

Quotation documents may also be consulted on line on the COLEPS platform at <https://www.marchespublics.cm> and <https://www.publiccontracts.cm> on the ARMP website ([www.armp.cm](http://www.armp.cm)).

**7. Acquisition of the Request for Quotation documents**

The physical version of the documents may be obtained from the Ministry of Trade, Public Contract Service, 1<sup>st</sup> floor, room 106, telephone: 222 22 69 68, as soon this Notice is published, upon presentation of a receipt showing payment to the State Treasury of a non-refundable sum of 50,000 (fifty) CFA F accounting for consultation document purchase charges.

It is also possible to obtain the electronic version of the Request for Quotation (RFQ) documents by downloading it free of charge from the COLEPS or PRIDISOFT platforms available at the addresses indicated above for the electronic version. However, online tendering shall be subject to payment of the cost of purchasing the Request for Quotation (RFQ) documents.

**8. Estimated cost**

The estimated cost of the operation at the end of the preliminary studies shall be 30,000,000 (thirty million) CFA Francs inclusive of all taxes.

**9. Bid bond**

Each tenderer must enclose with his administrative documents a bid bond, paid in hand stamped and accompanied by a receipt from the Cameroon Deposit and Consignment Office, issued by a body or financial institution approved by the Minister of Finance to issue bonds in the field of public contracts, the list of which appears in Exhibit 10 of the RFQ, the amount of which shall be 600,000 (six hundred thousand) CFA francs and valid for up to thirty (30) days beyond the initial date of validity of the tenders.

The absence of a bid bond issued by a first-class bank or a first-class financial institution authorised by the Ministry in charge of Finance to issue bonds in connection with public contracts shall result in the tender being rejected outright. A bid bond produced but having no connection with the consultation concerned shall be considered to be missing. A bid bond presented by a tenderer during the bid opening session shall be inadmissible.

**10. Submission of Quotations**

Each quotation, written in French or English, must be forwarded by the bidder on the COLEPS platform no later than 17 AVR 2025 p.m. precisely (local time). A back-up copy of the bid recorded on a USB stick or CD/DVD must be sent in a sealed envelope with the clear and legible indication "back-up copy", in addition to the above note within the allotted time.

NOTICE OF CONSULTATION FOR REQUEST FOR QUOTATION No. 117  
/DC/MINCOMMERCE/CIPM/ 2025 OF 7 MARS 2025 FOR FITTING AND EQUIPPING THE WTO  
ROOM FOR THE 14<sup>th</sup> INTERMINISTERIAL CONFERENCE.

\*\*\*\*\*  
(TO BE OPENED ONLY DURING THE TENDER REVIEW SESSION)

- N.B.: File size and format

For online tendering, the maximum sizes of the documents that will transit through the platform and constitute the bidder's offer shall be as follows:

- 5 MB for the Administrative Bid;
- 15 MB for the Technical Bid;
- 5 MB for the Financial Bid.

The accepted formats are as follows:

- PDF format for text documents;
- JPEG for images.



Bidders shall ensure that compression software is used in order to possibly reduce the size of the files to be forwarded.

## 11. Opening of bids

The opening of bids shall take place in a single session on 17 Avk 2025 at 3 pm in the Conference room of the Ministry of Trade by the Ministry of Trade Internal Tenders Board. Only bidders or their duly designated representatives shall be allowed to attend the bid opening session.

Under pain of being rejected, the administrative documents required must be originals or true copies certified by the issuing service, in compliance with the special rules and regulations governing this Quotation. They must be less than 3 (three) months old or have been drawn up after the date of the signing of the Quotation Notice.

In the event of a missing or non-compliant document in the administrative file when the bids are opened, after a period of 48 hours granted by the Tenders Board, the bid will be rejected.

The opening of the bid review meeting must take place one hour after the deadline for receipt of bids set out in the Request for Quotation Documents.

## 12. Admissibility of Quotations

The Quotation submitted by the tenderer shall comprise the following documents duly filled in and grouped together in a single document containing 3 (three) volumes:

The Project Owner shall not accept:

- envelopes (bids) bearing information on the tenderer's identity;
- envelopes (bids) received after the latest date and time for submission of bids;
- envelopes (bids) that do not comply with the tendering method;
- envelopes (bids) without an indication of the identity of the invitation to tender.

Any bid that is incomplete in accordance with RFQ requirements shall be declared inadmissible. In particular, the absence of a bid bond issued by a financial body or institution approved by the Minister in charge of Finance to issue bid bonds in the field of public procurement or failure to comply with model file of the RFQ shall result in the tender being rejected outright without any appeal whatsoever. A bid bond produced but having no connection with the consultation concerned shall be considered to be missing. A bid bond presented by a tenderer during the bid opening session shall be inadmissible. In accordance with the provisions of point II.4 of Circular Letter N°00019/LC/MINMAP of June 05, 2024, relating to the modalities of constitution, consignment, conservation, restitution and deconsignment of sureties on public contracts, the said surety must be accompanied by a receipt from the Caisse de Dépôt et de Consignation du Cameroun.

## 13. Evaluation criteria

### 13.1 Eliminary criteria

The eliminary criteria shall set out the minimum conditions to be met in order to be eligible for the evaluation according to the essential criteria. They do not have to be scored. Failure to comply with these criteria shall result in the rejection of the bidder's quotation.

These shall include:

1. failure to present, beyond 48 hours after the opening of the bids, a document in the administrative file deemed to be non-compliant or missing when the bids were opened;
2. absence of the bid bond when the bids are opened stamped and accompanied by a receipt from the Cameroon Deposit and Consignment Office;
3. false statements, corrupt practices or forged documents;
4. failure to meet at least 70% of the essential criteria;
5. the absence of a sworn statement whereby the bidder certifies that he/she/it has not abandoned any contract during the last (3) three budget years;
6. non-compliance with the bid file format;
7. non-compliance with a major technical specification of the supply;
8. the absence of a quantified unit price in the quotation;

9. the absence of an element of the financial bid (the tender, the Unit price schedule, bills of quantities with details of unit costs);
10. the non-conformity of the tender model;
11. the absence of a leaflet with technical data sheets;
12. absence of the dated and signed integrity charter;
13. the absence of the dated and signed declaration of commitment to comply with the environmental and social requirements;
14. absence of the tenderer's bids on the Coleps platform;
15. the absence or failure of the backup copy in the event of malfunction of the COLEPS platform.

### 13.2 Essential criteria

The so-called essential criteria are those that are essential or key to judging the technical and financial capacity of the bidders to perform the services covered by the invitation to tender. These must be determined according to the nature of the services to be provided. The procedures for validating a criterion on the basis of the number of sub-criteria met should be formally specified.

The essential criteria for the qualification of bidders shall cover:

- the presentation of the bid;
- the bidder's references;
- after-sales service (availability of spare parts, repair workshop, technical staff), where applicable;
- financial capability (access to a line of credit or other financial resources, turnover, proof of financial solvency);
- staff qualifications and experience;
- logistical resources;
- methodology;
- Technical specifications of proposed supplies;
- proof of acceptance of the conditions of the contract (Booklet of Special Administrative Clauses and the description of the supply (DS) initialled on each page, dated and sealed on the last page);
- the completion time

### 14- Estimated completion time

The maximum period stipulated by the Project Owner for providing the services covered by this Request for Quotation shall be 90 (ninety) calendar days. This period shall start from the date of notification of the instructions to contractor to start providing the services.

### 15- Allotment

This invitation to tender shall be implemented in a single (1) lot.

### 16- Jobbing order award

The Project Owner shall award the jobbing order to the bidder who has submitted a tender that meets the required technical and financial qualification criteria and whose bid has been deemed to be the lowest (most advantageous).

### 17- Validity of Quotations

Bidders shall remain bound by their bids for a period of 90 (ninety) days from the deadline for submitting bids.

### 18- Further information

Further information may be obtained during working hours, from the Ministry of Trade, Public Contract Service, 1st floor, room 106, Tel. 222.22.69.68 or online on the COLEPS platform at <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> or any other electronic means of communication indicated by the Project Owner.



**19- Anti-corruption and whistleblowing**

To report any corrupt practices, bribery (attempted corruption) or malpractices, please call the National Anti-Corruption Commission (NACC) on 1517, the Authority in charge of Public Contracts (MINMAP) (SMS or call) on the following numbers: (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48, or the MO on 222.22.69.68

Yaoundé, 07 MARS 2025

**COPIES:**

MINMAP  
ARMP  
MINCOMMERCE  
Chairperson of Internal Tenders  
Board  
POSTING  
FILING/ARCHIVES

**THE MINISTER OF TRADE**

